

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT FINANCIER

2015

RAPPORT ANNUEL AUX
GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

ISSN 1016-6211

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 14 JUIN 2016

Président

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), Lindfield, Australie.

Secrétaire

2. J.W. McLAREN, Ottawa, Canada.

Membres

3. B. BOWSHER, National Physical Laboratory (NPL), Teddington, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
4. H.S. BRANDI, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Rio de Janeiro, Brésil.
5. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscou, Fédération de Russie.
6. M. BUZOIANU, Institutul National de Metrologie (INM), Bucarest, Roumanie.
7. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexique.
8. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, Chine.
9. L. ÉRARD, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), Paris, France.
10. M. INGUSCIO, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Turin, Italie.
11. D.-I. KANG, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, République de Corée.
12. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapour.
13. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Prétoria, Afrique du Sud.
14. W.E. MAY, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, États-Unis d'Amérique.
Vice-président.
15. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Bern-Wabern, Suisse.
16. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Delft, Pays-Bas.

17. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Brünswick, Allemagne.
Vice-président.
 18. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japon.
-

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2015**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2015
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Estimations et jugements
 - Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 5 Stocks et travaux en cours
 - Note 6 Contributions des États Membres
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créanciers courants
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Souscriptions des Associés
 - Note 14 Autres produits
 - Note 15 Services généraux
 - Note 16 Autres charges opérationnelles
 - Exécution du budget
3. — Contributions payées en 2015
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2015
5. — Souscriptions payées en 2015
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2015
7. — Budget pour 2016
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2016
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2016
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2015
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Dans les avant-propos du Rapport annuel (désormais dénommé Rapport financier) de ces trois dernières années, j'ai souligné l'effet positif du contrôle rigoureux des coûts opérationnels sur les résultats financiers du BIPM. Cet effort a été poursuivi dans tous les domaines en 2015 et a conduit à une baisse générale des coûts de 2,6 %. Cette baisse, due en partie au délai nécessaire pour recruter du personnel pour les postes laissés vacants suite à des départs à la retraite, ne sera probablement pas égale en 2016. Selon la tendance des dernières années, on note une légère hausse des produits réalisés (1 %) due à l'augmentation progressive de la souscription des Associés encouragés à devenir Membres et à l'accession de trois nouveaux États Membres.

Nous présentons de nouveau dans ce rapport l'indicateur financier EBITDA (Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization – résultat avant intérêt, impôts et amortissement) qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des activités d'investissement. L'EBITDA pour 2014 avait été fortement influencé par une augmentation de deux provisions dont la comptabilisation est obligatoire : l'assurance-maladie pour les futurs membres du personnel et les indemnités de départ à la retraite. En 2015, l'EBITDA est revenu au niveau de 2 521 millions d'euros (– 4 155 millions d'euros, 2014), ce qui a permis d'avoir de nouveau un résultat net positif de 764 millions d'euros (– 5 974 millions d'euros, 2014).

Cette très bonne performance opérationnelle ne s'est pas accompagnée d'une évolution équivalente de la trésorerie au cours de l'année. Le fait qu'en 2015 le nombre d'États Membres en situation d'arriérés a augmenté est une source de préoccupation. En 2014, nous avons reçu un certain nombre de paiements de contributions en avance, ainsi que des paiements d'États Membres qui avaient des contributions arriérées. L'augmentation de ces arriérés en 2015 s'est notamment traduit par des sorties de trésorerie provenant des activités opérationnelles alors que des entrées de trésorerie, d'un montant de 4 238 millions d'euros, avaient été enregistrées en 2014. Cet élément sera surveillé avec soin car la variation conséquente de la trésorerie a été plus importante que le montant du Fonds de réserve (actuellement fixé à 35 % de la dotation).

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus dans ce rapport financier. Le taux d'actualisation appliqué à l'évaluation actuarielle des passifs a été porté à 2,0 % (en se fondant sur les obligations Iboxx corporates AA avec un terme à plus de 10 ans) alors qu'il était de 1,5 % en 2014. Ce changement, ainsi que des modifications dans le personnel du BIPM, ont fait baisser la provision pour pensions de 116,0 millions d'euros à 107,1 millions d'euros. Les charges opérationnelles pour pensions servies (3 135 millions d'euros) dépassent de nouveau les produits opérationnels résultant des contributions des États membres et des cotisations des membres du personnel en activité (2 885 millions d'euros).

En 2015, le CIPM a fait évoluer de manière significative la gouvernance de la Caisse de retraite du BIPM en établissant une Commission consultative sur la Caisse de retraite. La Commission, qui comprend un représentant élu des membres du personnel en activité, a pour mission de conseiller le CIPM sur toutes les questions liées à la Caisse de retraite. En 2015, la Commission a élaboré des propositions visant à assurer la soutenabilité financière à long terme de la Caisse de retraite et a engagé des discussions à ce sujet avec les représentants du personnel du BIPM.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2015

Exercice clos le 31 décembre 2015

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2015.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2015, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 31 mai 2016

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actifs non courants			
Bâtiments	4	18 487	18 797
Équipements scientifiques et techniques	4	10 305	10 244
Immobilisations incorporelles	4	442	499
Autres immobilisations	4	1 528	1 467
Contributions des États Membres	6	1 023	1 022
Actifs financiers non courants	8	668	801
Prêts sociaux au personnel		121	153
Actifs non courants		32 575	32 983
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	5	241	253
Contributions des États Membres	6	2 278	765
Souscriptions des Associés		283	271
Autres créances	7	490	410
Charges constatées d'avance		95	274
Actifs financiers courants	8	104	283
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	13 604	14 653
Actifs courants		17 095	16 909
Total Actifs		49 669	49 892
Actif net			
Résultat de l'exercice		764	(5 877)
Variation de juste valeur		2	(207)
Autres réserves		29 970	36 241
Actif net		30 736	30 157
Passifs non courants			
Avantages du personnel non courants	10	15 810	15 365
Avances faites par les États Membres	6	1 382	1 382
Passifs non courants		17 192	16 747
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	439	458
Avances faites par les États Membres	6	0	0
Dettes fournisseurs courantes		593	707
Autres créditeurs courants	11	709	1 823
Passifs courants		1 741	2 988
Total Passifs		18 933	19 735

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2015	2014
Produits opérationnels			
Contributions	12	12 121	11 885
Souscriptions	13	790	702
Autres produits	14	823	1 009
Total des produits opérationnels		13 734	13 596
Charges opérationnelles			
Personnel	10	6 104	6 145
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	682	6 961
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 400	2 251
Services généraux	15	899	844
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		539	540
Maintenance des bâtiments		373	258
Autres charges opérationnelles	16	216	763
Total des charges opérationnelles		11 213	17 762
EBITDA		2 521	(4 166)
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite		3 203	2 795
Amortissement	4	(1 737)	(1 705)
Moins-value de cession d'immobilisations	4	(12)	(3)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	4	0	0
Résultat des activités opérationnelles		772	(5 874)
Charges financières		8	3
Résultat des activités ordinaires		764	(5 877)
Résultat de l'exercice		764	(5 877)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur	0	(80)	0
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 877		(5 877)
Variation juste valeur		209	
Variation des autres réserves sur la période			(392)
Résultat de l'exercice	764		
Solde au 31 décembre 2015	764	2	29 970

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2015	2014
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		9 404	13 207
Souscriptions		832	603
Remboursement de TVA		444	490
Autres recettes		411	653
Personnel		(6 394)	(6 296)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 400)	(2 251)
Fournisseurs		(2 337)	(2 165)
Autres dépenses		0	0
Frais financiers		(31)	(3)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(71)	4 238
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(1 502)	(1 453)
Recettes de ventes d'immobilisations			0
Transfert d'actifs financiers		524	1 019
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(978)	(434)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		14 653	10 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	13 604	14 653

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 56 au 31 décembre 2015, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

Le BIPM a pour mission d'assurer et de promouvoir la comparabilité mondiale des mesures, en fournissant notamment un système international d'unités cohérent essentiel pour :

- les découvertes et l'innovation scientifiques,
- la production industrielle et le commerce international,
- la préservation de la qualité de vie et de l'environnement.

Du fait de son caractère international et impartial, le BIPM joue un rôle unique qui lui permet de :

- coordonner la mise en œuvre et l'amélioration du système mondial de mesure afin de garantir l'exactitude et la comparabilité des résultats de mesure,
- entreprendre certaines activités scientifiques et techniques qui sont plus efficacement menées, dans ses laboratoires, en commun au nom des États Membres,
- promouvoir l'importance de la métrologie pour la science, l'industrie et la société, notamment en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux et en participant à des forums internationaux.

Le rôle unique du BIPM lui permet de remplir sa mission en mettant en place l'infrastructure technique et organisationnelle du Système international d'unités (SI) qui constitue le fondement de la traçabilité des résultats de mesure au niveau international.

Le BIPM accomplit sa mission en menant des activités techniques dans ses laboratoires et en effectuant un travail de coordination internationale.

Les objectifs du BIPM sont les suivants:

- établir et maintenir des étalons de référence appropriés, utilisés pour conduire, au plus haut niveau métrologique, un nombre limité de comparaisons clés internationales ;
- coordonner les comparaisons internationales des étalons de mesure nationaux par l'intermédiaire des Comités consultatifs du Comité international des poids et mesures (CIPM), en jouant le rôle de laboratoire pilote pour certaines comparaisons considérées prioritaires et en menant les travaux scientifiques requis pour ce faire ;
- proposer certains services d'étalonnage aux États Membres ;
- coordonner des activités entre les laboratoires nationaux de métrologie des États Membres, notamment par l'intermédiaire de l'Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM (CIPM MRA), et leur fournir des services techniques afin de soutenir leur travail ;
- collaborer, selon les besoins, avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux, directement ou par l'intermédiaire de comités communs ;

- organiser des réunions scientifiques visant à identifier les évolutions futures du système mondial de mesure qui seront nécessaires pour répondre aux exigences actuelles et à venir en matière de mesures dans l'industrie, les sciences et la société ;
- informer, par le biais de publications et réunions, la communauté scientifique, le grand public et les décideurs sur les questions liées à la métrologie et à ses avantages.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé trimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2015 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « x » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés prorata temporis, par référence au principal encourus et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à l'IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les douze ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devrait représenter 35 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir ainsi que des contributions pour ledit exercice financier des États qui ont adhéré à la Convention du Mètre après l'adoption de ladite dotation et au plus tard le 31 décembre de l'exercice en cours ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET RÈGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la

retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Note 3 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si

l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuinaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons et équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel de bureau	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2014	1 314	18 893	1 020	153	130	897	531	485	1 227	24 652	21 840	46 492
Amortissements cumulés	(699)	(9 884)	(628)	(140)	(120)	(758)	(307)	0	0	(12 537)	(2 797)	(15 334)
Valeur nette comptable au 01/01/2014	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Acquisitions	7	810	15	3	12	304	36	0	0	1 187	371	1 558
Cessions – valeurs brutes	0	(109)	0	0	0	(8)	0	0	0	(117)	(0)	(117)
Amortissement	(123)	(800)	(47)	(8)	(7)	(83)	(20)	0	0	(1 088)	(617)	(1 705)
Cessions – amortissements cumulés	0	107	0	0	0	7	0	0	0	114	0	114
Dépréciation	(0)	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	(0)
Autres variations	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2014	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Valeur brute au 01/01/2015	1 321	19 594	1 035	156	142	1 193	567	485	1 227	25 720	22 211	47 931
Amortissements cumulés	(822)	(10 577)	(675)	(148)	(127)	(834)	(327)	0	0	(13 510)	(3 414)	(16 924)
Valeur nette comptable au 01/01/2015	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Acquisitions	69	684	6	20	27	183	22	0	159	1 170	335	1 505
Cessions – valeurs brutes	0	(163)	0	0	0	(8)	0	0	0	(171)	0	(171)
Amortissement	(126)	(770)	(42)	(7)	(9)	(116)	(21)	0	0	(1 091)	(645)	(1 736)
Cessions – amortissements cumulés	0	152	0	0	0	8	0	0	0	160	0	160
Dépréciation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres variations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2015	442	8 920	324	21	33	426	241	485	1 386	12 278	18 487	30 765
Valeur brute au 31/12/2015	1 390	20 115	1 041	176	169	1 368	589	485	1 386	26 719	22 546	49 265
Amortissements cumulés	(948)	(11 195)	(717)	(155)	(136)	(942)	(349)	0	0	(14 442)	(4 060)	(18 502)

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

Étalons et équipements scientifiques

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent à 62 milliers d'euros en 2014 et à 152 milliers d'euros en 2015.

Le 14 novembre 2014, le BIPM a inauguré un nouveau laboratoire de chimie résultant d'un accord de collaboration avec le NMIJ/AIST (Japon). La pièce centrale de ce nouveau laboratoire est un instrument NMR 400 MHz donné au BIPM par Jeol France, évalué à 220 milliers d'euros.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2015, de 28 sources scellées dont il a actuellement l'usage. Aucune provision pour démontage et enlèvement de ces sources ne figure dans les états financiers du BIPM car il existe une incertitude tant sur le montant que sur la date de démontage et d'enlèvement de ces sources, ce qui ne permet pas de satisfaire aux conditions de comptabilisation d'une provision.

Matériel informatique

En 2014, le BIPM a finalisé l'aménagement d'une salle informatique dans l'Observatoire, afin de mettre en place un système de sauvegarde et de stockage de données informatiques amélioré, conçu pour dupliquer le système principal, afin de prévenir tout risque de panne matérielle, via l'utilisation de serveurs virtualisés, pour 219 milliers d'euros.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernent essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 866 milliers d'euros au 31 décembre 2014 et 1 018 au 31 décembre 2015.

Bâtiments

En 2015, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le réaménagement de bureaux et de quelques laboratoires du bâtiment Marie Curie pour les départements de la chimie et des rayonnements ionisants,
- la préparation nécessaire à des travaux dans le bâtiment de l'Observatoire pour le département de la métrologie en physique,
- et l'installation de nouveaux grillages supplémentaires autour du site du BIPM.

En 2014, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le nouveau laboratoire pour l'instrument NMR dans le bâtiment des lasers,
- le réaménagement de bureaux du Pavillon de Breteuil pour le département des masses,
- le réaménagement de bureaux de l'Observatoire pour le département du temps,
- la reconfiguration et le réaménagement des bureaux du niveau N-2 du Nouveau Pavillon pour les équipes du Bureau du Directeur,
- et l'installation de nouveaux grillages autour du site du BIPM.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions du poste Bâtiments s'élèvent à 102 milliers d'euros en 2014.

En 2013, la principale sortie du poste Bâtiments a concerné l'ancienne toiture du Pavillon de Breteuil à la suite de sa rénovation en 2012-2013.

Note 5 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	191	193
Accessoires pour prototypes	6	10
Travaux en cours	43	43
Autres	0	7
Total des stocks et travaux en cours	241	253

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Au 1^{er} janvier	253	747
Mouvement de l'exercice	(13)	(494)
Au 31 décembre	241	253

En 2014, les matières premières, essentiellement de l'or (3,2 kg) et du platine iridié (2,2 kg), qui étaient sous une forme non directement exploitable par le BIPM, ont été échangées contre une barre de platine iridié destiné à produire des nouveaux prototypes de masse. Cette transaction avec Johnson Matthey a été faite à un coût quasiment nul pour le BIPM. En conséquence, au 31 décembre 2014, les stocks de matières premières de platine iridié ont été évalués à la valeur nette de réalisation, c'est-à-dire au prix de vente net utilisé en 2014 pour la transaction avec Johnson Matthey, qui était inférieur au coût d'achat.

Note 6 Contributions des États Membres

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

	31 décembre 2014 (part non courante)	31 décembre 2014 (part courante)	31 décembre 2014 Total Valeur actualisée	31 décembre 2014 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran	1 022	26	1 048	1 055
Autres États Membres	0	739	739	739
Total des Contributions des États Membres	1 022	765	1 787	1 794

	31 décembre 2015 (part non courante)	31 décembre 2015 (part courante)	31 décembre 2015 Total Valeur actualisée	31 décembre 2015 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran	1 023	1	1 024	1 029
Autres États Membres	0	2 278	2 278	2 278
Total des Contributions des États Membres	1 023	2 279	3 302	3 307

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

	31 décembre 2014 (part non courante)	31 décembre 2014 (part courante)	31 décembre 2014 Total Valeur actualisée	31 décembre 2014 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total des Avances faites par les États Membres	1 382	0	1 382	1 307

	31 décembre 2015 (part non courante)	31 décembre 2015 (part courante)	31 décembre 2015 Total Valeur actualisée	31 décembre 2015 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total des Avances faites par les États Membres	1 382	0	1 382	1 307

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014) et à la République islamique d'Iran.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élevaient à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes en 2012. Les Avances qui leur avaient été faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août 2012 pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros. Toutefois la République dominicaine n'a pas payé les montants convenus et a été automatiquement exclue le 31 décembre 2014. Sa Contribution restant due de 1 204 milliers d'euros a été comptabilisée en pertes en 2014 et les Avances qui lui avaient été faites par les autres États Membres de 1 155 milliers d'euros ont été décomptabilisées en 2014. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels. En ce qui concerne la République islamique d'Iran, un amendement à l'accord de rééchelonnement a été signé le 14 novembre 2014. Afin de permettre à la CGPM d'examiner dûment la situation de la République islamique d'Iran lors de sa 26^e réunion, le CIPM a décidé de geler de façon provisoire les effets de l'accord de rééchelonnement conclu en 2012 par voie d'un avenant qui requiert, entre autres, que la République islamique d'Iran maintienne la continuité dans le paiement de sa contribution d'État Membre dans le courant de l'année concernée. Les montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement, qui s'élèvent à 337 milliers d'euros ont été conservées en fonds bloqués (voir note 9).

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Créance de TVA	373	365
Autres créances	117	45
Total des Autres créances	490	410

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2015
Obligations (part courante)	104	0	104
Obligations (part non courante)	668	0	668
Total	772	0	772

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2014
Obligations (part courante)	283	0	283
Obligations (part non courante)	719	82	801
Total	1 002	82	1 084

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2015
Trésorerie	971	849	79	3	19	2	1 923
Équivalents de trésorerie	11 573	109				1	11 682
Total							13 604

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2014
Trésorerie	1 837	695	225	4	20	1	2 782
Équivalents de trésorerie	11 846	25	-	-	-	-	11 871
Total	13 683	720	225	4	20	1	14 653

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	417	650
Factures non parvenues au 31 décembre	174	80
Fournisseurs à payer	582	707
Dettes - Prestations liées au personnel	439	458
Créditeurs divers	137	101
Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	309	1 595
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	100	47
Paiement du Cameroun – avance faite au Cameroun à rembourser aux autres États Membres	0	14
Paiement de la République islamique d'Iran – avance faite à la République islamique d'Iran à rembourser aux autres États Membres	0	0
Paiement de la République islamique d'Iran – montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement	337	337
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Caisse des prêts sociaux	0	0
Fonds de Réserve	4 193	4 136
Fonds non réservés (ex-Fond d'Investissement)	6 674	6 289
Total	13 604	14 653

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2015	2014
Traitements	4 735	4 770
Allocations familiales et sociales	1 016	1 014
Charges sociales	358	353
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	147	172
Charges de personnel courantes	6 256	6 309
Production immobilisée de l'exercice	(152)	(164)
Charges de personnel opérationnelles	6 104	6 145
Variation de la provision pour assurance maladie	679	6 847
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	3	114
Total des charges de personnel	6 786	13 106

Effectifs

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	69	72
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	3	3
Personnel en détachement au BIPM	2	4
Total des effectifs	74	79

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 400 milliers d'euros en 2015 et 2 251 milliers d'euros en 2014.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Provision pour congés annuels	369	386
Provision pour indemnité de départ à la retraite	60	50
Autres avantages du personnel courants	10	22
Total des avantages du personnel courants	439	458

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Provision pour indemnité de départ à la retraite	258	315
Provision pour assurance maladie	15 552	15 050
Total des avantages du personnel non courants	15 810	15 365

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2009. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	15 552	15 050
Provision pour assurance maladie	15 552	15 050
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	531	274
Intérêts sur l'obligation	222	300
(Gains) pertes actuariels	(74)	6 273
Variation de la provision pour assurance maladie	679	6 847
<i>Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)</i>		
Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	2,0 %	1,5 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,5 %	2,5 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	19 961	12 283

Note 11 Autres créditeurs courants

Le détail des Autres créditeurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	309	1 595
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	100	47
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Autres	300	181
Total des Autres créditeurs courants	709	1 823

Note 12 Contributions

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Contributions	12 121	11 885
Total	12 121	11 885

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2015 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* de 2015 car les Emirats Arabes Unis et la Lituanie sont devenus États Membres respectivement le 27 avril 2015 et le 16 avril 2015.

La Lituanie n'a payé aucun droit d'entrée car les souscriptions versées au cours des cinq dernières années surpassent le montant de sa première contribution annuelle, soit 57 milliers d'euros.

Il en était de même en 2013 car la République de Colombie et la République d'Irak sont devenus États Membres le 6 février 2013 et le 20 août 2013 respectivement. Le BIPM leur a notifié leur contribution d'entrée comptabilisée en Autres produits (voir Note 14) ainsi que leur contribution pour 2013.

Note 13 Souscriptions des Associés

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Souscriptions des Associés	790	702

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2015 est inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* de 2015 car l'Azerbaïdjan est devenue Etat Associé à la CGPM le 1^{er} octobre 2015. Le BIPM lui a notifié sa souscription pour 2015.

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2014 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* de 2014 car le Grand-Duché du Luxembourg, la République du Soudan et la République du Yémen ont acquis le statut d'Associé à la CGPM le 29 janvier 2014, le 26 juin 2014 et le 21 juillet 2014 respectivement et se sont vu notifier leur souscription pour 2014.

Il en est de même en 2013 car la Mongolie a acquis le statut d'Associé à la CGPM le 7 août 2013 et s'est vu notifier sa souscription pour 2013.

Note 14 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	145	125
Produits d'intérêt	50	95
Contribution d'entrée des nouveaux États Membres	84	0
Dons	53	271
Frais d'inscription réunions	42	8
Variation de juste valeur des actifs financiers	180	55
Vente de prototypes	143	364
Désactualisation financière	0	0
Produits d'écart de change	65	52
Autres	61	39
Total des autres produits	823	1 009

Contribution d'entrée des nouveaux États Membres

Les Emirats Arabes Unis et la Lituanie, devenus État Membre respectivement le 27 avril 2015 et le 16 avril 2015, se sont vu notifier leur contribution d'entrée en 2015.

Dons

Le BIPM a reçu un don en 2014 et en 2015 pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 51 milliers d'euros et 53 milliers d'euros respectivement.

Vente de prototypes

Le BIPM a vendu 1 prototype à la PTB (Allemagne) ainsi qu'1 prototype à l'INM (Colombie) en 2015.

Note 15 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	212	161
Assurances	36	36
Publications	14	11
Frais de bureau	130	125
Frais de réunions	137	207
Voyages et transport de matériel	241	199
Bibliothèque	82	72
Bureau du Comité	47	33
Total des services généraux	899	844

Les charges de chauffage, eau, électricité ont augmenté par rapport à 2014 car le compteur électrique défaillant a été remplacé et le BIPM a reçu des remboursements s'élevant à 60 milliers d'euros de la compagnie d'électricité en 2014.

En 2015, les frais de réunions ont été moins élevés qu'en 2014, notamment en raison de la tenue de la 25^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures qui a eu lieu en 2014.

Note 16 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	13	494
Platine iridié	17	3
Audit/revue	119	122
Variation de juste valeur des actifs financiers	23	0
Désactualisation financière	0	27
Charges d'écarts de change	14	0
Autres	30	117
Total des autres charges opérationnelles	216	763

EXÉCUTION DU BUDGET 2015

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2015	Budget 2015	Différence
<i>PRODUITS/REVENUE</i>	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 205	11 980	225
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	50	100	(50)
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	247	150	97
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	790	825	(35)
5. <i>Metrologia</i>	145	120	25
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 437	13 175	262
<hr/>			
<i>CHARGES/EXPENSES</i>			
<hr/>			
<i>A. Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>			
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 736	4 888	(152)
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 163	1 270	(107)
A.3 Charges sociales / <i>Social contributions</i>	358	625	(267)
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	6 257	6 783	(526)
<i>B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>			
	2 400	2 400	0
<i>C. Services généraux/Operating expenses</i>			
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	212	250	(38)
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	39	40	(1)
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	14	20	(6)
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	130	140	(10)
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	137	140	(3)
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	241	215	26
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	82	120	(38)
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	47	40	7
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	899	965	(63)
<i>D. Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	539	610	(71)
D.2 Investissement / <i>Capital</i>	1 170	800	370
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	1 709	1 410	299
<i>E. Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement / <i>Operating</i>	373	310	63
E.2 Investissement / <i>Capital</i>	335	600	(265)
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	708	910	(202)
<i>F. Divers/Miscellaneous</i>			
	108	90	18
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 081	12 558	(477)
<hr/>			
<i>SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT</i>	1 356	617	739
<hr/>			
G. <i>Amortissement/Depreciation and amortization</i>	1 737	1 800	(63)
H. <i>Variation de la provision pour assurance maladie/Change on provision for health care</i>	679	170	509
TOTAL DESCHARGES/TOTAL EXPENSES (A B,C,D,E,F,G)	14 497	13 128	1 369
<hr/>			
RESULTAT NET/NET RESULT	(1 060)	47	1 107

Le budget de l'année 2015 a été voté par le CIPM en octobre 2014. Il incluait un total de dépenses pour 2015 d'un montant de 13 128 milliers d'euros et un total de produits de 13 175 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2015 fait ressortir un résultat net de (1 060) milliers d'euros.

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2015 (EUROS)

	EXERCICES					
	2011 et exercices précédents	2012	2013	2014	2015	
Afrique du Sud						
Allemagne						
Arabie saoudite				126 238,00	123 399,00	
Argentine					61 700,00	
Australie						
Autriche						
Belgique						
Brésil					417 659,00	
Bulgarie						
Canada						
Chili						
Chine						
Colombie						
Croatie					15 980,00	
Danemark						
Égypte						
Espagne						
États-Unis d'Amérique					791 534,80	
Fédération de Russie						
Finlande						
France						
Grèce						
Hongrie					56 953,00	
Inde					94 922,00	
Indonésie						
Irak (République d')						
Iran (République islamique d')					768,76	
Iran (République islamique d') - Contributions réparties entre les autres États	1 054 317,66					
Irlande						
Israël					56 953,00	
Italie						
Japon						
Kazakhstan						
Kenya						
Malaisie						
Mexique						
Norvège						
Nouvelle-Zélande						
Pakistan				53 897,50	56 953,00	
Pays-Bas						
Pologne						
Portugal						
République de Corée						
République tchèque						
Roumanie						
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord						
Serbie					265,00	
Singapour						
Slovaquie						
Suède						
Suisse						
Thaïlande						
Tunisie					56 953,00	
Turquie						
Uruguay						
Venezuela (République bolivarienne du)		54 026,50	55 036,06	118 444,00	88 990,00	
					TOTAL	
Total	1 054 317,66	54 026,50	55 036,06	298 579,50	1 823 030,56	3 284 990,28
Contributions pour 2015					12 035 633,00	
Contributions restant dues (%)					15%	

États ayant accédé à la Convention du Mètre après la 25^e réunion de la CGPM (2014)

Émirats arabes unis					
Lituanie					56 688,00

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2015 (EUROS)

Associé	DATE DE PAIEMENT	EXERCICES					TOTAL
		2012 et exercices précédents	2013	2014	2015	2016	
Albanie							
Azerbaïdjan							
Bangladesh	18 mars			11 681,00			
Bangladesh	26 novembre				11 810,00		
Bélarus	16 décembre				35 336,00		
Bolivie (État plurinational de)	14 septembre				11 810,00		
Bosnie-Herzégovine	23 février				11 810,00		
Botswana	23 octobre			11 693,00			
CARICOM							
Costa Rica	31 mars				26 864,00		
Costa Rica	4 décembre				8 472,00		
Cuba	21 avril			26 607,00	339,00		
Équateur	21 mars				34 064,63		
Estonie	5 janvier				11 810,00		
Ex-République yougoslave de Macédoine	10 août			11 693,00			
Ex-République yougoslave de Macédoine	13 août				19 652,00		
Géorgie	31 décembre				11 810,00		
Ghana	19 février				11 810,00		
Hong Kong, Chine	15 décembre					23 525,00	
Jamaïque							
Lettonie	10 février				35 336,00		
Lituanie							
Luxembourg	13 avril				11 810,00		
Malte	2 septembre				11 810,00		
Maurice	6 février				11 810,00		
Mongolie	18 mars				11 810,00		
Monténégro	18 mars				11 810,00		
Namibie	10 octobre		11 577,00	11 693,00			
Oman							
Panama							
Paraguay	23 septembre				11 810,00		
Pérou	14 mai				16 595,00		
Philippines	30 décembre			30 304,00			
Qatar	16 décembre					29 645,00	
République arabe syrienne	3 juillet				11 810,00		
République de Moldova	19 août				19 652,00		
Soudan	13 octobre				11 810,00		
Seychelles	26 janvier				11 810,00		
Slovénie	7 août				36 285,00		
Sri Lanka	19 novembre	5 483,00	11 577,00	11 693,00		6 327,00	
Taipei chinois	27 février				42 114,00		
Ukraine	8 décembre		20 144,00	29 418,00	36 228,00		
Viet Nam	2 avril				35 336,00		
Yémen	16 mai						
Zambie	24 avril						
Zambie	19 janvier				11 810,00		
Zimbabwe	18 septembre		11 577,00	11 693,00	11 810,00		
Paiements effectués en 2015		5 483,00	54 875,00	156 475,00	547 043,63	59 497,00	823 373,63

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2015 (EUROS)

Associés	EXERCICES			
	2012 et exercices précédents	2013	2014	2015
Albanie				
Azerbaïdjan				
Bangladesh				
Bélarus				
Bolivie (État plurinational de)				
Bosnie-Herzégovine				
Botswana				11 810,00
CARICOM				8 861,00
Costa Rica				
Cuba				34 943,00
Équateur				1 271,37
Estonie				
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 987,00			
Géorgie				
Ghana			11 693,00	
Hong Kong, Chine				
Jamaïque		14 587,00	23 860,00	35 336,00
Lettonie				
Lituanie				
Luxembourg				
Malte				
Maurice				
Mongolie			11 693,00	
Monténégro				
Namibie				11 980,00
Oman			16 929,00	14 467,00
Panama				35 336,00
Paraguay				
Pérou				
Philippines				21 843,00
République arabe syrienne				
République de Moldova				
Soudan				
Seychelles				
Slovénie				
Sri Lanka				
Taipei chinois				
Ukraine				
Viet Nam				
Yémen				11 810,00
Zambie			11 693,00	
Zimbabwe				
				TOTAL
Total	4 987,00	14 587,00	75 868,00	187657,37
				283 099,37

7. — BUDGET POUR 2016

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 980
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	960
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	230
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	240
5. <i>Metrologia</i>	120
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 530
CHARGES/EXPENSES	
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	7 070
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 300
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	240
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	40
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	20
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	140
C.5 Frais de réunion/ <i>Cost of meetings</i>	140
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	215
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	120
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	40
	955
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	630
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	1 060
	1 690
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	290
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	640
	930
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	260
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	13 205
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	325

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2016

<i>États Membres</i>	Barème ONU 2013-2015	Pourcentage de répartition	Contribution pour 2016 sur la base de 11 980 000 euros
Afrique du Sud *	0,372	0,47	56 306
Allemagne.....	7,141	8,51	1 019 270
Arabie saoudite.....	0,864	1,03	123 323
Argentine.....	0,432	0,51	61 661
Australie.....	2,074	2,47	296 032
Autriche.....	0,798	0,95	113 902
Belgique.....	0,998	1,19	142 449
Brésil.....	2,934	3,50	418 784
Bulgarie *	0,047	0,47	56 306
Canada.....	2,984	3,56	425 921
Chili *	0,334	0,47	56 306
Chine.....	5,148	6,13	734 799
Colombie *	0,259	0,47	56 306
Croatie *	0,126	0,47	56 306
Danemark.....	0,675	0,80	96 346
Egypte *	0,134	0,47	56 306
Espagne.....	2,973	3,54	424 351
Etats-Unis d'Amérique *	22,000	9,44	1 130 912
Fédération de Russie.....	2,438	2,90	347 988
Finlande.....	0,519	0,62	74 079
France.....	5,593	6,66	798 316
Grèce.....	0,638	0,76	91 065
Hongrie *	0,266	0,47	56 306
Inde.....	0,666	0,79	95 061
Indonésie *	0,346	0,47	56 306
Irak *	0,068	0,47	56 306
Iran (Rép. islamique d') *	0,356	0,47	56 306
Irlande.....	0,418	0,50	59 663
Israël *	0,396	0,47	56 306
Italie.....	4,448	5,30	634 885
Japon *	10,833	9,44	1 130 912
Kazakhstan *	0,121	0,47	56 306
Kenya *	0,013	0,47	56 306
Malaisie *	0,281	0,47	56 306
Mexique.....	1,842	2,19	262 918
Norvège.....	0,851	1,01	121 467
Nouvelle-Zélande *	0,253	0,47	56 306
Pakistan *	0,085	0,47	56 306
Pays-Bas.....	1,654	1,97	236 083
Pologne.....	0,921	1,10	131 459
Portugal.....	0,474	0,56	67 656
République de Corée.....	1,994	2,38	284 613
République tchèque *	0,386	0,47	56 306
Roumanie *	0,226	0,47	56 306
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.....	5,179	6,17	739 224
Serbie *	0,040	0,47	56 306
Singapour *	0,384	0,47	56 306
Slovaquie *	0,171	0,47	56 306
Suède.....	0,960	1,14	137 025
Suisse.....	1,047	1,25	149 443
Thaïlande *	0,239	0,47	56 306
Tunisie *	0,036	0,47	56 306
Turquie.....	1,328	1,58	189 552
Uruguay *	0,052	0,47	56 306
Venezuela (République bolivarienne du).....	0,627	0,75	89 495
Totaux.....		100,00	11 980 000
<i>États ayant adhéré après la Vingt-cinquième réunion de la Conférence générale (2014)</i>			
Lituanie.....	0,073	0,47	56 306
Emirats arabes unis.....	0,595	0,71	84 927
Totaux.....			12 121 233

* État Membre au maximum ou au minimum de la contribution.

**9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES
ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2016**

	Barème ONU 2013-2015	Coefficient BIPM 2016	Souscription nette pour 2016 / euros
Albanie.....	0,010	0,229	27 458
Azerbaïdjan.....	0,040	0,100	11 980
Bangladesh.....	0,010	0,100	11 980
Bélarus.....	0,056	0,358	42 936
Bolivie (Etat plurinational de).....	0,009	0,100	11 980
Bosnie-Herzégovine.....	0,017	0,100	11 980
Botswana.....	0,017	0,100	11 980
CARICOM.....	0,065	0,077	9 274
Costa Rica.....	0,038	0,358	42 936
Cuba.....	0,069	0,358	42 936
Equateur.....	0,044	0,358	42 936
Estonie.....	0,040	0,165	19 719
Ex-République yougoslave de Macédoine.....	0,008	0,229	27 458
Géorgie.....	0,007	0,165	19 719
Ghana.....	0,014	0,100	11 980
Hong Kong, Chine.....	0,165	0,196	23 525
Jamaïque.....	0,011	0,358	42 936
Lettonie.....	0,047	0,358	42 936
Luxembourg.....	0,081	0,100	11 980
Malte.....	0,016	0,100	11 980
Maurice.....	0,013	0,100	11 980
Mongolie.....	0,003	0,100	11 980
Monténégro.....	0,005	0,100	11 980
Namibie.....	0,010	0,100	11 980
Oman.....	0,102	0,121	14 554
Panama.....	0,026	0,358	42 936
Paraguay.....	0,010	0,165	19 719
Pérou.....	0,117	0,196	23 490
Philippines.....	0,154	0,231	27 713
République arabe syrienne.....	0,036	0,100	11 980
République de Moldova.....	0,003	0,229	27 458
Seychelles.....	0,001	0,100	11 980
Slovénie.....	0,100	0,362	43 394
Soudan.....	0,010	0,100	11 980
Taipei chinois.....	0,297	0,354	42 364
Ukraine.....	0,099	0,362	43 365
Viet Nam.....	0,042	0,358	42 936
Yemen.....	0,010	0,100	11 980
Zambie.....	0,006	0,100	11 980
Zimbabwe.....	0,002	0,100	11 980
Totaux.....		7,749	928 342

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2015

Exercice clos le 31 décembre 2015

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2015.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

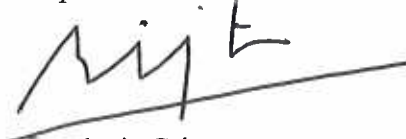
Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM au 31 décembre 2015, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS. Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en terme de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 31 mai 2016
KPMG Audit

Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton

Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	16 077	14 651
Actifs non courants		16 077	14 651
Actifs courants			
Actifs du régime	9	773	635
Autres créances	10	4	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	553	1 711
Actifs courants		1 330	2 346
Total Actifs		17 407	16 997
Actif net			
Résultat de l'exercice		9 062	(43 247)
Variation de juste valeur		2 018	1 677
Autres réserves		(100 807)	(57 560)
Actif net		(89 727)	(99 130)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	99 659	108 081
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	4 111	4 905
Passifs non courants		103 770	112 986
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	3 186	2 988
Autres dettes	11	178	153
Passifs courants		3 364	3 141
Total Passifs		107 134	116 127

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2015	2014
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 400	2 251
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	485	486
Produits des placements	9	281	314
Autres produits opérationnels	12	141	457
Total des produits opérationnels		3 307	3 508
Charges opérationnelles			
Pensions	7	3 135	2 965
Variation de la provision pour pensions	8	(9 017)	43 771
Autres charges opérationnelles	13	128	19
Total des charges opérationnelles		(5 754)	46 755
Résultat des activités opérationnelles		9 062	(43 247)
Charges financières			
Résultat des activités ordinaires		9 062	(43 247)
Résultat de l'exercice		9 062	(43 247)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		10 897
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	43 247		(43 247)
Variation de juste valeur		341	
Résultat de l'exercice	9 062		
Solde au 31 décembre 2015	9 062	2 018	(100 807)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2015	2014
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		2 400	2 251
Cotisations des membres du personnel du BIPM		485	486
Pensions		(3 135)	(2 965)
Autres charges opérationnelles		(107)	(19)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(357)	(247)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		(4 289)	(6 040)
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		3 158	3 877
Produits des placements		330	324
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(801)	(1 839)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		(1 158)	(2 086)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	553	1 711

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire de 10 % prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET RÈGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2015 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est indiquée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET RÈGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe deux règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, l'autre applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010.

En 2014, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35 ans.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,02 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 251 milliers d'euros en 2014 et 2 400 milliers d'euros en 2015.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires, de 10 % depuis 2013, prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité, s'élèvent à 486 milliers d'euros en 2014 et 485 milliers d'euros en 2015.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	50	52
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	22	23
Total des effectifs	72	75

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 2 965 milliers d'euros en 2014 et 3 135 milliers d'euros en 2015.

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Pensions de retraite	57	55
Pensions de réversion	11	8
Pensions différées	4	4
Pensions d'orphelin	4	4
Allocations d'invalidité	2	2
Total du nombre de pensions servies	78	73

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
(en milliers d'euros)		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	53 842	52 853
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	3 186	2 988
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	45 817	55 228
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	102 845	111 069
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	4 111	4 905
Provision pour pensions	106 956	115 974
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	3 752	2 231
Charge d'intérêt	1 692	2 380
Prestations payées	(3 225)	(2 965)
(Gains) pertes actuariels	(11 236)	42 125
Variation de la provision pour pensions	(9 017)	43 771
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Valeur du point	1,1415 (2016)	1,1381 (2015)
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	2,0 %	1,5 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,8 %	1,8 %
Taux de cotisation (en % de la masse salariale)	56 %	56 %
Taux d'inflation (à long terme)	1,8 %	1,8 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés	TGH/TGF 05	TGF/TGH 05
(Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)		
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particuliers	Retraite à taux plein sauf cas particuliers
Type de départ	A l'initiative du membre du personnel	A l'initiative du membre du personnel
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Egale à celle du point	Égale à celle du point
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée en 2013 est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Les tables de mortalité utilisées depuis 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (TGH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire. Cette hypothèse est plus conservatrice et présente une situation dégradée par rapport à aux résultats de 2013 qui utilisaient la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe (ICSLT 2008). Cette dernière fait apparaître une espérance de vie plus courte que les tables de mortalité françaises et est basée sur une plus petite population.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2013 :

Pour les membres du personnel actifs et pensionnés du BIPM, le tableau ci-dessous présente les résultats pour différentes hypothèses de taux d'actualisation au 31 décembre 2013 :

(en milliers d'euros)	Engagements au titre des membres du personnel actifs	Engagements au titre des membres du personnel pensionnés	Total	Coût des services rendus
Taux d'actualisation à 3,00 % (1,00 % net d'inflation)	35 646	40 890	76 536	2 453
Taux d'actualisation à 3,11 % (1,11 % net d'inflation)	34 629	40 458	75 087	2 381
Taux d'actualisation à 3,36 % (1,36% net d'inflation)	32 766	39 525	72 291	2 231
Taux d'actualisation à 3,61 % (1,61 % net d'inflation)	30 959	38 630	69 590	2 094

Si un taux d'actualisation à 3,00 % avait été utilisé (à savoir le taux d'actualisation utilisé en 2012), le total des engagements aurait été de 76 536 milliers d'euros au lieu de 72 291 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2013. La variation du taux d'actualisation utilisé par rapport à l'exercice passé a eu un effet positif de 4 245 milliers d'euros sur le total des passifs au 31 décembre 2013.

- Au 31 décembre 2014 :

Si un taux d'actualisation à 1,25 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 122 457 milliers d'euros au lieu de 115 974 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2014 en utilisant un taux à 1,5 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,75 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 110 404 milliers d'euros.

- Au 31 décembre 2015 :

Si un taux d'actualisation à 1,75 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 112 391 milliers d'euros au lieu de 106 956 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2015 en utilisant un taux à 2,00 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 2,25 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 101 931 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

	Total	Total
	31 décembre 2015	31 décembre 2014
(en milliers d'euros)		
Trésorerie	311	15
Équivalents de trésorerie	242	1 696
Total	553	1 711

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

	Total	Total
	31 décembre	31 décembre
	2015	2014
(en milliers d'euros)		
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(actions)</i>		
- Europe	6 910	5 036
- États-Unis d'Amérique	0	0
- Japon	0	0
- Asie hors Japon	465	452
- Autres	0	0
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	7 375	5 488
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(obligations)</i>		
- Europe haut rendement	0	0
<i>Total Fonds communs de placement (obligations)</i>	0	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total 31 décembre 2015	Total 31 décembre 2014
Obligations		
- Europe zone euro	7 263	6 809
dont :		
- OAT 2009-2019, 4,25 %	999	1 026
- OAT 2029, 3,4 % indexé	1 215	1 250
- OAT 13-25 11 2018, 1 %	0	1 919
- OAT 0,5% 15-25052025	1 509	0
- Europe hors zone euro	621	1 720
- États-Unis d'Amérique	1 591	1 269
Total Obligations	9 475	9 798
Total	16 850	15 286

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total 31 décembre 2015	Total 31 décembre 2014
Obligations	8 701	9 163
Autres instruments financiers	7 375	5 488
Non courants	16 076	14 651
Obligations	774	635
Courants	774	635
Total	16 850	15 286

Le détail du portefeuille obligataire selon la duration est présenté ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total 31 décembre 2015	Total 31 décembre 2014
	9 475	9 798
1-3 ans	39,35%	41,19 %
4-5 ans	14,69%	43,78 %
6-7 ans	2,34%	2,29 %
8-10 ans	24,81%	-
> 10 ans	18,81%	12,75 %
Total	100,00 %	100,00 %

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Fonds communs de placement (actions)	-	-
Obligations	271	311
Équivalents de trésorerie	10	3
Trésorerie	-	-
Total Produits des placements	281	314

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Opérations avec le BIPM	-	-
Produits à recevoir	4	-
Total des Autres créances	4	0

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Pensions à payer	-	-
Allocation de départ	-	88
Opérations avec le BIPM	65	65
Total des Autres dettes	65	153

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Variation de juste valeur	140	457
Produits d'écarts de change	1	-
Total des Autres produits opérationnels	141	457

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2015	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014
Charges d'écarts de change	1	0
Autres charges opérationnelles	18	19
Total des Autres charges opérationnelles	19	19

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CAD	<i>Canadian Dollar</i> / Dollar canadien
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CIPM MRA	Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM/ CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Résultat avant intérêt et amortissement/ <i>Earnings Before Interest Depreciation and Amortization</i>
GBP	<i>British Pound</i> / Livre britannique
IAS	<i>International Accounting Standards</i>
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
ICSLT	<i>International Civil Servants Life Table</i> / Table de mortalité des fonctionnaires internationaux
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
INM	<i>Instituto Nacional de Metrología</i> (Colombie)
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public/ <i>International Public Sector Accounting Standards</i>
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
ISA	Normes internationaux d'audit
JCTLM	Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire/ <i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i>
NIST	<i>National Institute of Standards and Technology</i> (États-Unis d'Amérique)
NMIJ/AIST	<i>National Metrology Institute of Japan, National Institute of Advanced Industrial Science and Technology</i> (Japon)
NMR	Résonance magnétique nucléaire/ <i>Nuclear magnetic resonance</i>
NRC	<i>National Research Council</i> (Canada)
NOK	<i>Norwegian Krone</i> / Couronne norvégienne
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Allemagne)
SI	Système international d'unités
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	<i>US Dollar</i> / Dollar des États-Unis



The present report is presented in both French and English.

Please note, however, that the official version is the French report.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 14 JUNE 2016

President

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), Lindfield, Australia.

Secretary

2. J.W. McLAREN, Ottawa, Canada.

Members

3. B. BOWSHER, National Physical Laboratory (NPL), Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
4. H.S. BRANDI, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Rio de Janeiro, Brazil.
5. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscow, Russian Federation.
6. M. BUZOIANU, Institutul National de Metrologie (INM), Bucharest, Romania.
7. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexique.
8. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, China.
9. L. ÉRARD, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), Paris, France.
10. M. INGUSCIO, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Turin, Italy.
11. D.-I. KANG, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, Republic of Korea.
12. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapore.
13. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Pretoria, South Africa.
14. W.E. MAY, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, United States of America. *Vice-president.*
15. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Bern-Wabern, Suisse.
16. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Delft, Netherlands.

17. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Braunschweig, Germany.
Vice-president.
 18. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japan.
-

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2015**

1. — Foreword

2. — 2015 BIPM Financial statements

Independent Auditor's Report

Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash Flow Statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Significant accounting policies
Note 3	Estimates and judgments
Note 4	Intangible and tangible assets
Note 5	Inventories and work in progress
Note 6	Member States contributions
Note 7	Other receivables
Note 8	Financial assets
Note 9	Cash and cash equivalent,
Note 10	Employee benefits
Note 11	Other current debtors
Note 12	Contributions
Note 13	Subscriptions of Associates
Note 14	Other income
Note 15	General services
Note 16	Other operating expenses

Budget outturn

3. — Contributions settled in 2015

4. — Outstanding contributions as at 31 December 2015

5. — Subscriptions settled in 2015

6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2015

7. — Budget for 2016

8. — Table of repartition of the dotation for 2016

9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2016

10. — 2015 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements

Independent Auditor's Report

Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

In my forewords to the *Rapport Annuel* (now known as the *Rapport Financier*) over the last three years I have been able to report on the positive impact of the careful control of operating costs on the BIPM financial results. This has continued in all areas in 2015 with an overall reduction in cost of 2.6 %. Some of this reduction results from the time lag in recruiting into posts left vacant by retirement so it may not be matched in 2016. Following the trend of recent years there has been a small increase in reported revenue (1 %) due to the progressive increases paid by many Associates on the “escalator” and the accession of three new Member States.

In this report we again present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”) which measures the performance of the operations before allowing for investment activities. This was significantly influenced in 2014 by an increase in two provisions that we are obliged to record. These are for future staff healthcare costs and retirement indemnities. In 2015 it has recovered to 2 521 thousand euros (–4 155 thousand euros, 2014), which led to a return to a positive net result of 764 thousand euros (–5 974 thousand euros, 2014).

This strong operational performance is not matched by the development of the cash position over the year. Of concern is the fact that the number of Member States in arrears has increased during the year. In 2014 we received a number of payments in advance and payments from some Member States that were formerly in arrears. A consequence of these increased arrears for 2015 is that cash has flowed out from the BIPM operations following the inflow of 4 238 thousand euros reported in 2014. This will be monitored carefully because the consequent change in the cash position was larger than the reserve (currently set at 35 % of the dotation).

The financial report for the BIPM Pension and Provident Fund is also included in this volume.

The discount rate applied to the actuarial valuation of the liabilities has increased to 2.0 % (derived from the Iboxx corporate bond index for AA bonds with more than 10 year maturity) from 1.5 % used in 2014. This change together with changes in the population of staff led to a decrease in the pension provision from 116.0 million euros to 107.1 million euros. Outflow due to the payment of pensions in service (3 135 thousand euros) again exceeds the revenue received from the combined revenue from the BIPM and active members (2 885 thousand euros).

An important development in the governance of the Pension Fund has been made during 2015 by the CIPM which has established a Pension Fund Advisory Board (PFAB). It includes a member elected by active members of the scheme and advises the CIPM on all matters related to the Pension Fund. During the year, the PFAB has developed some proposals to address the long-term financial sustainability of the Pension Fund, and has initiated discussions with staff representatives about them.

2. — 2015 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

International Bureau of Weights and Measures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2015 financial statements

Period ended December 31st, 2015

To the members of the International Committee of Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2015.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2015, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2015, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Paris La Défense, May 31st, 2016

KPMG Audit
A division of KPMG S.A

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2015	31 December 2014
Non-current assets			
Buildings	4	18 487	18 797
Scientific equipment	4	10 305	10 244
Intangible assets	4	442	499
Other property, plant and equipment	4	1 528	1 467
Member States contributions	6	1 023	1 022
Non-current financial assets	8	668	801
Staff social loans		121	153
Non-current assets		32 575	32 983
Current assets			
Inventories and work in progress	5	241	253
Member States contributions	6	2 278	765
Subscriptions of Associates		283	271
Other receivables	7	490	410
Prepayments		95	274
Current financial assets	8	104	283
Cash and cash equivalent	9	13 604	14 653
Current assets		17 095	16 909
Total Assets		49 669	49 892
Net Assets			
Net result for the period		764	(5 877)
Change in fair value		2	(207)
Other reserves		29 970	36 241
Net Assets		30 736	30 157
Non-current liabilities			
Non-current employee benefits	10	15 810	15 365
Advances from Member States	6	1 382	1 382
Non-current liabilities		17 192	16 747
Current liabilities			
Current employee benefits	10	439	458
Advances from Member States	6	0	0
Current payables		593	707
Other current creditors	11	709	1 823
Current liabilities		1 741	2 988
Total Liabilities		18 933	19 735

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2015	2014
Operating revenue			
Contributions	12	12 121	11 885
Subscriptions	13	790	702
Other income	14	823	1 009
Total operating revenue		13 734	13 596
Operating expenses			
Staff	10	6 104	6 145
Change in health care and retirement indemnity provision	10	682	6 961
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 400	2 251
General services	15	899	844
Laboratory operating expenses		539	540
Building maintenance		373	258
Other operating expenses	16	216	763
Total operating expenses		11 213	17 762
EBITDA		2 521	(4 166)
EBITDA corrected from change in health care and retirement indemnity provision		3 203	2 795
Depreciation and amortization	4	(1 737)	(1 705)
Loss on disposal of tangible assets	4	(12)	(3)
Impairment of intangible assets	4	0	0
Result from operating activities		772	(5 874)
Financial expenses		8	3
Result from ordinary activities		764	(5 877)
Net result for the period		764	(5 877)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value	0	(80)	0
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241
Allocation of prior period net result	5 877		(5 877)
Change in fair value		209	
Change in other reserves for the period			(392)
Net result for the period	764		
Balance at 31 December 2015	764	2	29 970

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2015	2014
Cash flows from operating activities			
Contributions		9 404	13 207
Subscriptions		832	603
VAT reimbursement		444	490
Other receipts		411	653
Staff		(6 394)	(6 296)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 400)	(2 251)
Suppliers		(2 337)	(2 165)
Other expenditure		0	0
Financial payments		(31)	(3)
Total cash flows from operating activities		(71)	4 238
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(1 502)	(1 453)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets			0
Transfer of financial assets		524	1 019
Total cash flows from investment activities		(978)	(434)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		(1 049)	3 804
Cash and cash equivalent at beginning of period		14 653	10 849
Cash and cash equivalent at end of period	9	13 604	14 653

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 56 at 31 December 2015, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to ensure and promote the global comparability of measurements, including providing a coherent international system of units for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Sustaining the quality of life and the global environment.

The unique role of the BIPM is based on its international and impartial character enabling it:

- To coordinate the realization and improvement of the world-wide measurement system to ensure it delivers accurate and comparable measurement results.
- To undertake selected scientific and technical activities that are more efficiently carried out in its own laboratories on behalf of Member States.
- To promote the importance of metrology to science, industry and society, in particular through collaboration with other intergovernmental organizations and international bodies and in international forums.

The unique role of the BIPM enables it to achieve its mission by developing the technical and organizational infrastructure of the International System of Units (SI) as the basis for the world-wide traceability of measurement results.

This is achieved both through technical activities in its laboratories and through international coordination.

The objectives of the BIPM are:

- To establish and maintain appropriate reference standards for use as the basis of a limited number of key international comparisons at the highest level.
- To coordinate international comparisons of national measurement standards through the Consultative Committees of the CIPM; taking the role of coordinating laboratory for selected comparisons of the highest priority and undertaking the scientific work necessary to enable this to be done.
- To provide selected calibrations for Member States.
- To coordinate activities between the NMIs of Member States, such as through the CIPM MRA, and to provide technical services to support them.
- To liaise as required with relevant intergovernmental organizations and other international bodies both directly and through joint committees.
- To organize scientific meetings to identify future developments in the world-wide measurement system required to meet existing and future measurement needs in industry, science and society.

- To inform, through publications and meetings, the science community, the wider scientific public and decision makers on matters related to metrology and its benefits.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits from a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 3 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2015 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2015 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements).

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the *“Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale”*, is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where “x” is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a

State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organization, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when it is acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognized as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated as 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortized replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every twelve years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every twelve years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortized cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognized in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognized in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 35 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period plus the contributions for the said financial period of States that have acceded to the Metre Convention after the adoption of the said dotation and at latest on 31 December of the current financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be into force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortized cost.

Other non-current liabilities

Other non-current liabilities are recognized at amortized cost.

Note 3 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate, etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 4 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards & Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equipment	IT	Office furniture	Heritage assets	Equipment under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2014	1 314	18 893	1 020	153	130	897	531	485	1 227	24 652	21 840	46 492
Accumulated depreciation	(699)	(9 884)	(628)	(140)	(120)	(758)	(307)	0	0	(12 537)	(2 797)	(15 334)
Net value 01/01/2014	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Additions	7	810	15	3	12	304	36	0	0	1 187	371	1 558
Disposals – gross value	0	(109)	0	0	0	(8)	0	0	0	(117)	(0)	(117)
Depreciation	(123)	(800)	(47)	(8)	(7)	(83)	(20)	0	0	(1 088)	(617)	(1 705)
Disposals – accumulated depreciation	0	107	0	0	0	7	0	0	0	114	0	114
Impairment loss	(0)	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	(0)
Other movements	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	0	0
Net value 31/12/2014	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Gross value 01/01/2015	1 321	19 594	1 035	156	142	1 193	567	485	1 227	25 720	22 211	47 931
Accumulated depreciation	(822)	(10 577)	(675)	(148)	(127)	(834)	(327)	0	0	(13 510)	(3 414)	(16 924)
Net value 01/01/2015	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Additions	69	684	6	20	27	183	22	0	159	1 170	335	1 505
Disposals – gross value	0	(163)	0	0	0	(8)	0	0	0	(171)	0	(171)
Depreciation	(126)	(770)	(42)	(7)	(9)	(116)	(21)	0	0	(1 091)	(645)	(1 736)
Disposals – accumulated depreciation	0	152	0	0	0	8	0	0	0	160	0	160
Impairment loss	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Other movements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Net value 31/12/2015	442	8 920	324	21	33	426	241	485	1 386	12 278	18 487	30 765
Gross value 31/12/2015	1 390	20 115	1 041	176	169	1 368	589	485	1 386	26 719	22 546	49 265
Accumulated depreciation	(948)	(11 195)	(717)	(155)	(136)	(942)	(349)	0	0	(14 442)	(4 060)	(18 502)

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

Standards and scientific equipment

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 62 thousand Euros in 2014 and 152 thousand Euros in 2015.

On 14 November 2014, the BIPM has opened a new chemistry laboratory as a result of a collaborative agreement with the NMIJ/AIST (Japan). The centrepiece of the new laboratory is a 400 MHz NMR instrument donated to the BIPM by Jeol France, valued 220 thousand Euros.

As at 31 December 2015, the Ionizing Radiation Department has 28 sealed sources which are being used. No dismantling and removal provision for these sources is presented in the BIPM financial statements because there is uncertainty both on the amount and on the date of dismantlement, which does not satisfy the conditions for recording a provision.

IT

In 2014, the BIPM finalized the installation of an IT room in the Observatoire, in order to implement an improved BIPM IT network, backup and storage system, designed on a mirrored principal which guards against hardware failure, using virtualized servers, for 219 thousands Euros

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 866 thousand Euros at 31 December 2014 and at 1 018 thousand Euros at 31 December 2015.

Buildings

In 2015, major investments in Buildings were:

- the refurbishment of offices and some laboratories in the Marie Curie building for the Chemistry and Ionizing Radiation Departments,
- the preparation of work to be carried out in the Observatoire for the Physical Metrology Department,
- and the installation of additional fences around the perimeter of the site.

In 2014, major investments in Buildings were:

- the new laboratory for the NMR facility in the Lasers Building,
- the refurbishment of the offices in the Pavillon de Breteuil for the Mass Department,
- the refurbishment of offices in the Observatoire for the Time Department,
- the reconfiguration and refurbishment of the offices in Level -2 of the Nouveau Pavillon for the staff of the Director's Office,
- and the installation of new fences around the perimeter of the site.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of buildings amounts to 102 thousand Euros in 2014.

In 2013, the major disposal in Buildings was the former roof of the Pavillon de Breteuil pursuant to its renovation in 2012-2013.

Note 5 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
Inventories and work in progress		
Raw materials	191	193
Accessories for prototypes	6	10
Work in progress	43	43
Other	0	7
Total Inventories and work in progress	241	253

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2015	2014
At 1 January	253	747
Movement of the year	(13)	(494)
At 31 December	241	253

In 2014, raw materials, essentially gold (3.2 kg) and platinum-iridium (2.2 kg) which were in format not readily usable for the BIPM, have been exchanged against a bar of platinum-iridium to produce new mass prototypes. This transaction with Johnson Matthey has been done at almost no cost for the BIPM. Accordingly, at 31 December 2014, inventories of raw materials of platinum iridium have been valued at net realisable value, i.e. the net selling price used in 2014 for the transaction with Johnson Matthey, which was lower than the cost of purchase.

Note 6 Member States Contributions

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

	31 December 2014 (non-current part)	31 December 2014 (current part)	31 December 2014 Total discounted value	31 December 2014 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 022	26	1 048	1 055
Other Member States	0	739	739	739
Total Member States Contributions	1 022	765	1 787	1 794

	31 December 2015 (non-current part)	31 December 2015 (current part)	31 December 2015 Total discounted value	31 December 2015 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 023	1	1 024	1 029
Other Member States	0	2 278	2 278	2 278
Total Member States Contributions	1 023	2 279	3 302	3 307

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2014 (non-current part)	31 December 2014 (current part)	31 December 2014 Total discounted value	31 December 2014 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total Advances from Member States	1 382	0	1 382	1 307

	31 December 2015 (non-current part)	31 December 2015 (current part)	31 December 2015 Total discounted value	31 December 2015 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total Advances from Member States	1 382	0	1 382	1 307

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People's Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014), and the Islamic Republic of Iran.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion. The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears was 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions had been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid in a timely and consistent manner to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States were automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, were withdrawn in 2012. The Advances made to the BIPM by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognized. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

A rescheduling agreement was concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros. However the Dominican Republic failed to pay the agreed amounts and was automatically excluded on 31 December 2014. Its outstanding contribution of 1 204 thousand Euros was withdrawn in 2014 and the Advances made to the BIPM by the other Member States of 1 155 thousand Euros has been derecognized in 2014. These amounts are contingent assets and contingent liabilities. Concerning the Islamic Republic of Iran, an amendment to the rescheduling agreement has been signed on 14 November 2014. In order to allow the CGPM to duly address the position of the Islamic Republic of Iran at its 26th meeting, the CIPM has decided to freeze provisionally the effects of the Rescheduling Agreement made in 2012 through a new agreement that *inter alia* requires continuity in payment of the Member State contribution by the Islamic Republic of Iran in the year it is due. The sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement, which amount to 337 thousand Euros, have been segregated as reserved cash (see note 9).

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
VAT receivable	373	365
Other receivables	117	45
Total Other receivables	490	410

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	Total 31 December 2015
Bonds (current)	104	0	104
Bonds (non-current)	668	0	668
Total	772	0	772

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	Total 31 December 2014
Bonds (current)	283	0	283
Bonds (non-current)	719	82	801
Total	1 002	82	1 084

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2015
Cash	971	849	79	3	19	2	1 923
Cash equivalent	11 573	109				1	11 682
Total							13 604

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2014
Cash	1 837	695	225	4	20	1	2 782
Cash equivalent	11 846	25	-	-	-	-	11 871
Total	13 683	720	225	4	20	1	14 653

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	417	650
Invoices not received as at 31 December	174	80
Current payables	582	707
Payables - Employee benefits	439	458
Other payables	137	101
BIPM Pension and Provident Fund	0	0
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	309	1 595
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	100	47
Payment from Cameroon – advance made to Cameroon to be reimbursed to other Member States	0	14
Payment from the Islamic Republic of Iran – advance made to the Islamic Republic of Iran to be reimbursed to other Member States	0	0
Payment from the Islamic Republic of Iran – sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement	337	337
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Staff social loans Fund	0	0
Reserve Fund	4 193	4 136
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	6 674	6 289
Total	13 604	14 653

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2015	2014
Salaries	4 735	4 770
Family and social allowances	1 016	1 014
Social contributions	358	353
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	147	172
Current staff cost	6 256	6 309
Staff cost included in BIPM assets during the period	(152)	(164)
Staff operating expenses	6 104	6 145
Change in health insurance provision	679	6 847
Change in retirement indemnity provision	3	114
Total staff cost	6 786	13 106

Number of staff

	31 December 2015	31 December 2014
Staff members under indefinite-term appointment	69	72
Staff members under fixed-term appointment	3	3
Staff seconded to the BIPM	2	4
Total number of staff	74	79

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 400 thousand Euros in 2015 and 2 251 thousand Euros in 2014.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
Annual leave provision	369	386
Retirement indemnity provision	60	50
Other current employee benefits	10	22
Total current employee benefits	439	458

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non-current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
Retirement indemnity provision	258	315
Health insurance provision	15 552	15 050
Total non-current employee benefits	15 810	15 365

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years: previous review was in 2009. The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation. The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	15 552	15 050
Health insurance provision	15 552	15 050
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	531	274
Interest costs	222	300
Actuarial (Gains) losses	(74)	6 273
Change in health insurance provision	679	6 847
<i>Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)</i>		
Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	2.0 %	1.5 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.5 %	2.5 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	19 961	12 283

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	309	1 595
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	100	47
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	0
Other	300	181
Total Other current creditors	709	1 823

Note 12 Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
Contributions	12 121	11 885
Total	12 121	11 885

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2015 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2015, as the United Arab Emirates and the Republic of Lithuania became Member States on 27 April 2015 and 16 April respectively.

Lithuania did not pay any entry contribution as the subscriptions paid over the last five years exceeded the amount of the first annual contribution, i.e. 57 thousand Euros.

The same applied in 2013 as the Republic of Colombia and the Republic of Iraq became Members States on 6 February 2013 and 20 August 2013 respectively. The BIPM notified their entry contribution which were recognized in Other income (see Note 14) as well as their Contribution for 2013.

Note 13 Subscriptions of Associates

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
Subscriptions of Associates	790	702

The total sum of subscriptions recognized in 2015 is less than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2015, as the Republic of Azerbaijan became an Associate of the CGPM on 1 October 2015. The BIPM notified it of its subscription for 2015.

The total sum of subscriptions recognized in 2014 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2014, as the Grand Duchy of Luxembourg, the Republic of Sudan and the Republic of Yemen became Associates of the CGPM on 29 January 2014, 26 June 2014 and 21 July 2014 respectively and were notified of their subscriptions for 2014.

The same applies in 2013 because Mongolia became an Associate of the CGPM on 7 August 2013 and was notified of its subscription for 2013.

Note 14 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
Other income		
<i>Metrologia</i>	145	125
Interest revenue	50	95
Entry contribution of new Member States	84	0
Grants	53	271
Meeting registration fees	42	8
Fair value adjustments on financial assets	180	55
Sale of prototypes	143	364
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion gain	65	52
Other	61	39
Total Other income	823	1 009

Entry contribution of new Member States

The United Arab Emirates and the Republic of Lithuania became Members States on 27 April 2015 and 16 April 2015 respectively and were notified their entry contribution in 2015.

Grants

The BIPM received a grant in 2014 and in 2015 for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 51 thousand Euros and 53 thousand Euros respectively.

Sale of prototypes

The BIPM sold 1 prototype to PTB (Germany) and 1 prototype to INM (Colombia) in 2015.

Note 15 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
General services		
Heating, water, electricity	212	161
Insurances	36	36
Publications	14	11
Office expenses	130	125
Meeting expenses	137	207
Travel and transportation of equipment	241	199
Library	82	72
Bureau of the CIPM	47	33
Total General services	899	844

The heating, water, electricity expense has increased since 2014 following replacement of the defaulting electricity meter and receipt of refunds amounting to 60 thousand Euros from the electricity company in 2014.

In 2015, meeting expenses were lower than in 2014 due to the 25th CGPM meeting that was held in 2014.

Note 16 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
Other operating expenses		
Inventory variation	13	494
Platinum iridium	17	3
Audit/review	119	122
Fair value adjustments on financial assets	23	0
Unwinding of the discount	0	27
Foreign currency conversion loss	14	0
Other	30	117
Total Other operating expenses	216	763

2015 BUDGET OUTTURN

(in thousands of Euros)	Actual amounts 2015	Budget 2015	Difference
<i>PRODUITS/REVENUE</i>	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 205	11 980	225
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	50	100	(50)
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	247	150	97
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	790	825	(35)
5. <i>Metrologia</i>	145	120	25
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 437	13 175	262
<hr/>			
<i>CHARGES/EXPENSES</i>			
<i>A. Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>			
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 736	4 888	(152)
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 163	1 270	(107)
A.3 Charges sociales/ <i>Social contributions</i>	358	625	(267)
	6 257	6 783	(526)
<i>B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 400	2 400	0
<i>C. Services généraux/Operating expenses</i>			
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	212	250	(38)
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	39	40	(1)
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	14	20	(6)
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	130	140	(10)
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	137	140	(3)
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	241	215	26
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	82	120	(38)
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	47	40	7
	899	965	(63)
<i>D. Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	539	610	(71)
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	1 170	800	370
	1 709	1 410	299
<i>E. Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	373	310	63
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	335	600	(265)
	708	910	(202)
<i>F. Divers/Miscellaneous</i>			
	108	90	18
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 081	12 558	(477)
<hr/>			
<i>SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT</i>	1 356	617	739
<hr/>			
G. Amortissement/ <i>Depreciation and amortization</i>	1 737	1 800	(63)
G. Variation de la provision pour assurance maladie/ <i>Change on provision for health care</i>	679	170	509
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A,B,C,D1,E1,F,G)	14 497	13 128	
<hr/>			
RÉSULTAT NET/NET RESULT	(1 060)	47	

The 2015 budget was adopted by the CIPM in October 2014. It included total expenses for 2015 amounting to 13 128 thousand Euros and total revenue amounting to 13 175 thousand Euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2015 budget outturn shows a net result of (1 060) thousand Euros.

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2015 (EUROS)

	FINANCIAL PERIODS					
	2011 and former financial periods	2012	2013	2014	2015	
South Africa						
Germany						
Saudi Arabia				126 238,00	123 399,00	
Argentina					61 700,00	
Australia						
Austria						
Belgium						
Brazil					417 659,00	
Bulgaria						
Canada						
Chile						
China						
Colombia						
Croatia					15 980,00	
Denmark						
Egypt						
Spain						
United States of America					791 534,80	
Russian Federation						
Finland						
France						
Greece						
Hungary					56 953,00	
India					94 922,00	
Indonesia						
Iraq (Republic of)						
Iran (Islamic Republic of)					768,76	
Iran (Islamic Republic of) - Distributed contributions among the other Member States	1 054 317,66					
Ireland						
Israel					56 953,00	
Italy						
Japan						
Kazakhstan						
Kenya						
Malaysia						
Mexico						
Norway						
New Zealand						
Pakistan				53 897,50	56 953,00	
Netherlands						
Poland						
Portugal						
Korea (Republic of)						
Czech Republic						
Romania						
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland						
Serbia					265,00	
Singapore						
Slovakia						
Sweden						
Switzerland						
Thailand						
Tunisia					56 953,00	
Turkey						
Uruguay						
Venezuela (Bolivarian Republic of)		54 026,50	55 036,06	118 444,00	88 990,00	
Total	1 054 317,66	54 026,50	55 036,06	298 579,50	1 823 030,56	3 284 990,28
Contributions for 2015					12 035 633,00	
Outstanding contributions (%)						15%

States having acceded to the Metre Convention after the 25th meeting of the CGPM (2014)

United Arab Emirates						
Lithuania					56 688,00	

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2015 (EUROS)

Associates	DATE OF PAYMENT	FINANCIAL PERIODS				TOTAL	
		2012 and former financial periods	2013	2014	2015		2016
Albania							
Azerbaijan							
Bangladesh	18 March			11 681.00			
Bangladesh	26 November				11 810.00		
Belarus	16 December				35 336.00		
Bolivia (Plurinational State of)	14 September				11 810.00		
Bosnia Herzegovina	23 February				11 810.00		
Botswana	23 October			11 693.00			
CARICOM							
Costa Rica	31 March				26 864.00		
Costa Rica	4 December				8 472.00		
Cuba	21 April			26 607.00	339.00		
Ecuador	21 March				34 064.63		
Estonia	5 January				11 810.00		
Former Yugoslav Republic of Macedonia	10 August			11 693.00			
Former Yugoslav Republic of Macedonia	13 August				19 652.00		
Georgia	31 December				11 810.00		
Ghana	19 February				11 810.00		
Hong Kong (China)	15 December					23 525.00	
Jamaica							
Latvia	10 February				35 336.00		
Lithuania							
Luxembourg	13 April				11 810.00		
Malta	2 September				11 810.00		
Mauritius	6 February				11 810.00		
Mongolia	18 March				11 810.00		
Montenegro	18 March				11 810.00		
Namibia	10 October		11 577.00	11 693.00			
Oman							
Panama							
Paraguay	23 September				11 810.00		
Peru	14 May				16 595.00		
Philippines	30 December			30 304.00			
Qatar	16 December					29 645.00	
Syrian Arab Republic	3 July				11 810.00		
Moldova (Republic of)	19 August				19 652.00		
Sudan (Republic of)	13 October				11 810.00		
Seychelles	26 January				11 810.00		
Slovenia	7 August				36 285.00		
Sri Lanka	19 November	5 483.00	11 577.00	11 693.00		6 327.00	
Chinese Taipei	27 February				42 114.00		
Ukraine	8 December		20 144.00	29 418.00	36 228.00		
Viet Nam	2 April				35 336.00		
Yemen	16 May						
Zambia	24 April						
Zambia	19 January				11 810.00		
Zimbabwe	18 September		11 577.00	11 693.00	11 810.00		
Payments made in 2015		5 483.00	54 875.00	156 475.00	547 043.63	59 497.00	823 373.63

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2015 (EUROS)

Associates	FINANCIAL PERIODS				
	2012 and former financial periods	2013	2014	2015	
Albania					
Azerbaijan					
Bangladesh					
Belarus					
Bolivia (Plurinational State of)					
Bosnia Herzegovina					
Botswana				11 810.00	
CARICOM				8 861.00	
Costa Rica					
Cuba				34 943.00	
Ecuador				1 271.37	
Estonia					
Former Yugoslav Republic of Macedonia	4 987.00				
Georgia					
Ghana			11 693.00		
Hong Kong (China)					
Jamaica		14 587.00	23 860.00	35 336.00	
Latvia					
Lithuania					
Luxembourg					
Malta					
Mauritius					
Mongolia			11 693.00		
Montenegro					
Namibia				11 980.00	
Oman			16 929.00	14 467.00	
Panama				35 336.00	
Paraguay					
Peru					
Philippines				21 843.00	
Syrian Arab Republic					
Moldova (Republic of)					
Sudan (Republic of)					
Seychelles					
Slovenia					
Sri Lanka					
Chinese Taipei					
Ukraine					
Viet Nam					
Yemen				11 810.00	
Zambia			11 693.00		
Zimbabwe					
				TOTAL	
Total	4 987.00	14 587.00	75 868.00	187 657.37	283 099.37

7. — BUDGET FOR 2016

(in thousands of Euros)

PRODUITS/REVENUE

1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 980
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	960
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	230
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	240
5. <i>Metrologia</i>	120
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 530

CHARGES/EXPENSES

A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	7 070
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 300
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	240
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	40
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	20
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	140
C.5 Frais de réunion/ <i>Cost of meetings</i>	140
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	215
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	120
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	40
	955
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	630
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	1 060
	1 690
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	290
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	640
	930
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	260
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	13 205
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	325

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2016

<i>Member States</i>	UN Scale for 2013-2015 (percentage)	Repartition percentage	Contribution for 2016 based on 11 980 000 Euros
Argentina.....	0.432	0.51	61 661
Australia.....	2.074	2.47	296 032
Austria.....	0.798	0.95	113 902
Belgium.....	0.998	1.19	142 449
Brazil.....	2.934	3.50	418 784
Bulgaria *.....	0.047	0.47	56 306
Canada.....	2.984	3.56	425 921
Chile *.....	0.334	0.47	56 306
China.....	5.148	6.13	734 799
Colombia *.....	0.259	0.47	56 306
Croatia *.....	0.126	0.47	56 306
Czech Republic *.....	0.386	0.47	56 306
Denmark.....	0.675	0.80	96 346
Egypt *.....	0.134	0.47	56 306
Finland.....	0.519	0.62	74 079
France.....	5.593	6.66	798 316
Germany.....	7.141	8.51	1 019 270
Greece.....	0.638	0.76	91 065
Hungary *.....	0.266	0.47	56 306
India.....	0.666	0.79	95 061
Indonesia *.....	0.346	0.47	56 306
Iran (Islamic Republic of) *.....	0.356	0.47	56 306
Iraq *.....	0.068	0.47	56 306
Ireland.....	0.418	0.50	59 663
Israel *.....	0.396	0.47	56 306
Italy.....	4.448	5.30	634 885
Japan *.....	10.833	9.44	1 130 912
Kazakhstan *.....	0.121	0.47	56 306
Kenya *.....	0.013	0.47	56 306
Malaysia *.....	0.281	0.47	56 306
Mexico.....	1.842	2.19	262 918
Netherlands.....	1.654	1.97	236 083
New Zealand *.....	0.253	0.47	56 306
Norway.....	0.851	1.01	121 467
Pakistan *.....	0.085	0.47	56 306
Poland.....	0.921	1.10	131 459
Portugal.....	0.474	0.56	67 656
Republic of Korea.....	1.994	2.38	284 613
Romania *.....	0.226	0.47	56 306
Russian Federation.....	2.438	2.90	347 988
Serbia *.....	0.040	0.47	56 306
Singapore *.....	0.384	0.47	56 306
Slovakia *.....	0.171	0.47	56 306
Saudi Arabia.....	0.864	1.03	123 323
South Africa *.....	0.372	0.47	56 306
Spain.....	2.973	3.54	424 351
Sweden.....	0.960	1.14	137 025
Switzerland.....	1.047	1.25	149 443
Thailand *.....	0.239	0.47	56 306
Tunisia *.....	0.036	0.47	56 306
Turkey.....	1.328	1.58	189 552
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.....	5.179	6.17	739 224
United States of America *.....	22.000	9.44	1 130 912
Uruguay *.....	0.052	0.47	56 306
Venezuela (Bolivarian Republic of).....	0.627	0.75	89 495
Total.....		100.00	11 980 000
<i>States having acceded to the Metre Convention after the 25th meeting of the CGPM (2014)</i>			
Lithuania.....	0.073	0.47	56 306
United Arab Emirates.....	0.595	0.71	84 927
Total.....			12 121 233

* Member State paying the maximum or minimum contribution

**9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES
OF THE CGPM FOR 2016**

<i>Associate States and Economies</i>	UN Scale for 2013-2015 (percentage)	BIPM Coefficient for 2016 (percentage)	Net subscription for 2016 (Euros)
Albania.....	0.010	0.229	27 458
Azerbaijan.....	0.040	0.100	11 980
Bangladesh.....	0.010	0.100	11 980
Belarus.....	0.056	0.358	42 936
Bolivia (Plurinational State of).....	0.009	0.100	11 980
Bosnia and Herzegovina.....	0.017	0.100	11 980
Botswana.....	0.017	0.100	11 980
CARICOM.....	0.065	0.077	9 274
Chinese Taipei.....	0.297	0.354	42 364
Costa Rica.....	0.038	0.358	42 936
Cuba.....	0.069	0.358	42 936
Ecuador.....	0.044	0.358	42 936
Estonia.....	0.040	0.165	19 719
Former Yugoslav Republic of Macedonia.....	0.008	0.229	27 458
Georgia.....	0.007	0.165	19 719
Ghana.....	0.014	0.100	11 980
Hong Kong (China).....	0.165	0.196	23 525
Jamaica.....	0.011	0.358	42 936
Latvia.....	0.047	0.358	42 936
Luxembourg.....	0.081	0.100	11 980
Malta.....	0.016	0.100	11 980
Mauritius.....	0.013	0.100	11 980
Mongolia.....	0.003	0.100	11 980
Montenegro.....	0.005	0.100	11 980
Namibia.....	0.010	0.100	11 980
Oman.....	0.102	0.121	14 554
Panama.....	0.026	0.358	42 936
Paraguay.....	0.010	0.165	19 719
Peru.....	0.117	0.196	23 490
Philippines.....	0.154	0.231	27 713
Republic of Moldova.....	0.003	0.229	27 458
Seychelles.....	0.001	0.100	11 980
Slovenia.....	0.100	0.362	43 394
Sudan.....	0.010	0.100	11 980
Syrian Arab Republic.....	0.036	0.100	11 980
Ukraine.....	0.099	0.362	43 365
Viet Nam.....	0.042	0.358	42 936
Yemen.....	0.010	0.100	11 980
Zambia.....	0.006	0.100	11 980
Zimbabwe.....	0.002	0.100	11 980
Total.....		7.749	928 342

10. — 2015 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2015 financial statements

Period ended December 31st, 2015

To the members of the International Committee for Weights and Measures,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2015.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2015, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2015, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated based on hypothesis consistent with the Regulations, Rules and Instructions of the BIPM pension and Provident Fund.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 29th, 2016
KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2015	31 December 2014
Assets			
Non-current assets			
Plan assets	9	16 077	14 651
Non-current assets		16 077	14 651
Current assets			
Plan assets	9	773	635
Other receivables	10	4	0
Cash and cash equivalent	9	553	1 711
Current assets		1 330	2 346
Total Assets		17 407	16 997
Net Assets			
Net result for the period		9 062	(43 247)
Change in fair value		2 018	1 677
Other reserves		(100 807)	(57 560)
Net Assets		(89 727)	(99 130)
Liabilities			
Non-current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	99 659	108 081
Present value of retirement non-vested benefits	8	4 111	4 905
Non-current liabilities		103 770	112 986
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	3 186	2 988
Other debtors	11	178	153
Current liabilities		3 364	3 141
Total Liabilities		107 134	116 127

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2015	2014
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 400	2 251
Contributions from BIPM staff members	6	485	486
Investment income	9	281	314
Other operating income	12	141	457
Total operating revenue		3 307	3 508
Operating expenses			
Pensions	7	3 135	2 965
Change in pension provision	8	(9 017)	43 771
Other operating expenses	13	128	19
Total operating expenses		(5 754)	46 755
Result from operating activities		9 062	(43 247)
Financial expenses			
Result from ordinary activities		9 062	(43 247)
Net result for the period		9 062	(43 247)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		10 897
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Allocation of prior period net result	43 247		(43 247)
Change in fair value		341	
Net result for the period	9 062		
Balance at 31 December 2015	9 062	2 018	(100 807)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2015	2014
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		2 400	2 251
Contributions from BIPM staff members		485	486
Pensions		(3 135)	(2 965)
Other operating expenses		(107)	(19)
Total cash flows from operating activities		(357)	(247)
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		(4 289)	(6 040)
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		3 158	3 877
Investment income		330	324
Total cash flows from investing activities		(801)	(1 839)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		(1 158)	(2 086)
Cash and cash equivalent at the beginning of period		1 711	3 797
Cash and cash equivalent at the end of period	9	553	1 711

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution equal to 10 % deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and

- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2015 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2015 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements).

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognized in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non-current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are two Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010.

In 2014, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, shall be entitled to a retirement pension. The amount of the retirement pension depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounted to 2 251 thousand Euros in 2014 and 2 400 thousand Euros in 2015.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution, equal to 10 % since 2013, deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status, amounted to 486 thousand Euros in 2014 and 485 thousand Euros in 2015.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2015	31 December 2014
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	50	52
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	22	23
Total number of staff	72	75

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 2 965 thousand Euros in 2014 and 3 135 thousand Euros in 2015.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2015	31 December 2014
Retirement pensions	57	55
Reversion pensions	11	8
Deferred pensions	4	4
Orphans' pensions	4	4
Invalidity allowances	2	2
Total number of pensions served	78	73

Note 8 Pension provision

	31 December 2015	31 December 2014
<i>(in thousands of Euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions (non-current)	53 842	52 853
Present value of vested retirement benefits for served pensions (current)	3 186	2 988
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non-current)	45 817	55 228
Present value of vested retirement benefits	<u>102 845</u>	<u>111 069</u>
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non-current)	4 111	4 905
Pension provision	106 956	115 974
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	3 752	2 231
Interest costs	1 692	2 380
Benefits paid	(3 225)	(2 965)
Actuarial (Gains) losses	(11 236)	42 125
Change in pension provision	(9 017)	43 771
Main actuarial assumptions		
- Economic assumptions		
Point value	1.1415 (2016)	1.1381 (2015)
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	2.0 %	1.5 %
Annual salary increase	1.8 %	1.8 %
Contribution rate (in % of salaries)	56 %	56 %
Inflation rate (long term)	1.8 %	1.8 %
- Demographic assumptions		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGH/TGF 05	TGF/TGH05
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
- Technical assumptions		
Pension increase	Equal to <i>point</i> increase	Equal to <i>point</i> increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used in 2013 is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

The mortality tables used since 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy. This assumption worsens the current balance compared to the ICSLT 2008 table used in 2013, which is a mortality table for international civil servants based in Europe. The latter table generally shows a shorter life expectancy than the French mortality tables and is based on a smaller population.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2013:

For active BIPM staff members and pensioners, the following table represents the results for different discount rate assumptions at 31 December 2013:

(in thousands of Euros)	Liabilities for active staff members	Liabilities for pensioners	Total	Service cost
Discount rate at 3.00 % (1.00 % net of inflation)	35 646	40 890	76 536	2 453
Discount rate at 3.11 % (1.11 % net of inflation)	34 629	40 458	75 087	2 381
Discount rate at 3.36 % (1.36 % net of inflation)	32 766	39 525	72 291	2 231
Discount rate at 3.61 % (1.61 % net of inflation)	30 959	38 630	69 590	2 094

Using a discount rate at 3.00 % (discount rate used in 2012), the total liability would have amounted to 76 536 thousand Euros instead of 72 291 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2013. The change in the discount rate used since the former period has a positive impact of 4 245 thousand Euros on the total liability as at 31 December 2013.

- At 31 December 2014:

Using a discount rate at 1.25 %, the total liability would have amounted to 122 457 thousand Euros instead of 115 974 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2014 using a discount rate at 1.5 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.75 %, the total liability would have amounted to 110 404 thousand Euros.

- At 31 December 2015 :

Using a discount rate at 1.75 %, the total liability would have amounted to 112 391 thousand Euros instead of 106 956 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2015 using a discount rate at 2.00 %.

On the other hand, using a discount rate at 2.25 %, the total liability would have amounted to 101 931 thousand Euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2015	Total 31 December 2014
Cash	311	15
Cash equivalent	242	1 696
Total	553	1 711

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2015	Total 31 December 2014
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	6 910	5 036
- United States of America	0	0
- Japan	0	0
- Asia other than Japan	465	452
- Others	0	0
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	7 375	5 488
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>		
- Europe high yield	0	0
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>	0	0
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone including:	7 263	6 809
- OAT 2009-2019, 4.25 %	999	1 026
- OAT 2029, 3.4 % indexed	1 215	1 250
- OAT 13-25 11 2018, 1 %	0	1 919
- OAT 0,5 % 15-25052025	1 509	0
- Europe outside Euro zone	621	1 720
- United States of America	1 591	1 269
<i>Total Bonds</i>	9 475	9 798
Total	16 850	15 286

A breakdown of fair value of plan assets under current / non-current assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2015	Total 31 December 2014
Bonds	8 701	9 163
Other financial instruments	7 375	5 488
Non-current	16 076	14 651
Bonds	774	635
Current	774	635
Total	16 850	15 286

A breakdown of the portfolio invested in bonds according to the duration is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2015	Total 31 December 2014
	9 475	9 798
1-3 years	39.35 %	41.19 %
4-5 years	14.69 %	43.78 %
6-7 years	2.34 %	2.29 %
8-10 years	24.81 %	-
> 10 years	18.81 %	12.75 %
Total	100.00 %	100.00 %

Investment income relates to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
Mutual investment funds (shares)	-	-
Bonds	271	311
Cash equivalent	10	3
Cash	-	-
Total Investment income	281	314

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
Transactions with the BIPM	-	-
Income receivables	4	-
Total Other receivables	4	0

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2015	31 December 2014
Pensions to be paid	-	-
Leaving allowance	-	88
Transactions with the BIPM	65	65
Total Other debtors	65	153

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
Change in fair value	140	457
Foreign currency conversion gains	1	-
Total Other operating income	141	457

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2015	12 months ended 31 December 2014
Foreign currency conversion loss	1	0
Other operating expenses	18	19
Total Other operating expenses	19	19

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	International Bureau of Weights and Measures/ <i>Bureau International des Poids et Mesures</i>
CAD	Canadian Dollar
CGPM	General Conference on Weights and Measures/ <i>Conférence Générale des Poids et Mesures</i>
CIPM	International Committee for Weights and Measures/ <i>Comité International des Poids et Mesures</i>
CIPM MRA	CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Earnings Before Interest Depreciation and Amortization
GBP	British Pound
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
ICSLT	International Civil Servants Life Table
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
INM	<i>Institutul National de Metrologie</i> (Romania)
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
NMIJ/AIST	National Metrology Institute of Japan, National Institute of Advanced Industrial Science and Technology (Japan)
NMR	Nuclear magnetic resonance
NOK	Norwegian Krone
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Germany)
PPE	Property, plant and equipment
SI	International System of Units/ <i>Système international d'unités</i>
UN	United Nations
USD	US Dollar
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

J.W. MCLAREN

Ottawa, Lindfield, 14 juin 2016.

Le Président

B. INGLIS

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

J.W. MCLAREN

Ottawa, Lindfield, 14 June 2016.

The President

B. INGLIS
